

# UNE VISION d'AVENIR

Un grand dessein: La France en 2020/25

La France s'inscrit dans un monde qui change. Elle doit aussi changer, s'adapter et continuer à s'affirmer comme européenne en assumant le binôme franco-allemand.

Avant toute chose il nous faut un politique charismatique, responsable qui brigue la magistrature suprême sans désir de plaire mais la volonté et la capacité de faire.

Il doit :

- dire la vérité quant au diagnostic et expliquer que ce qui est proposé n'a pas vocation à être populaire et démagogique.
- réaffirmer les principes fondamentaux de la République : liberté, égalité, fraternité mais également laïcité, reconnaissance de la réussite individuelle, de l'économie de marché inscrite comme fondement d'une démocratie à vocation sociale, de la valeur du travail et de l'initiative individuelle.
- affirmer et expliquer les vertus d'une politique économique fondée sur l'investissement plutôt qu'une relance par la consommation, et d'une rigueur de gestion qui induit l'absolue nécessité de budgets à l'équilibre
- proposer un jeu de réformes fondamentales à lancer par un Gouvernement d'union nationale nommé pour 2 ans et avec pour objectif la France en 2020-25
- conforter la laïcité: oui mais affirmation d'une intolérance contre tous les fascismes religieux et communautaristes notamment musulmans.
- supprimer le principe des quotas mais engagement citoyen à la promotion de la diversité (homme/femme, blanc/noir/jaune, chrétien/musulman/bouddhiste/juifs...)
- réaffirmer la nécessité de l'immigration mais limitée en nombre (quota annuel) avec une juste répartition entre continents/pays d'origine, formation...

Programme en une liste limitée d' objectifs dans des domaines régaliens et incontestables:

## 1/ Réforme de l'état et collectivités territoriales -

- Total des prélèvements obligatoires limité à 40% du PIB en 2020 ou 25
- Obligation de budget à l'équilibre
- Millefeuille : réduire le nombre de Communes à 15000 , supprimer la Communauté de Communes, supprimer un autre "layer" (Canton ?) et réduire le nombre de régions à 10 ou 12.
- Mandats électifs: max 3 mandats successifs pour tous les mandats , sauf Président- Suppression du cumul des mandats sauf avec celui de conseiller municipal ( pas adjoint ou à fortiori Maire)
- Sécurité Sociale: suppression des caisses régionales pour des économies administratives ( reprendre le projet de l'IFRAP qui évalue à 60 MM. les économies potentielles)
- Actifs de l'Etat: monétarisation de certains actifs de l'état ( dénationalisation, ventes des immeubles et terrains...) . Utilisation pour moitié des fonds dégagés pour désendettement
- Création d'un Fond Souverain doté au départ de la moitié des fruits des privatisations et pour financer à long terme les régimes sociaux
- Défense: maintien du budget en € constants ( le monde change , les pays émergents, s'arment et la prolifération nucléaire va s'élargir )
- Moralisation générale des processus de décision et conjurer les conflits d'intérêts - nécessité de pouvoir saisir une autorité de sages pour arbitrer les situations les plus difficiles comme:
  - / est-il normal et sain que la réflexion nationale sur les retraites soit exclusivement confiée à des fonctionnaires qui tous sont affiliés à des régimes spéciaux ?

- / est-il normal que les députés votent eux-mêmes leurs salaires, régime de retraite, avantages..., ?

## 2/ Politique:

- 3 mandats successifs Max pour tous les mandats électifs sauf Pdt qui reste à 2 de 5 ans.
- Fin du cumul des mandats, sauf avec un de conseiller municipal )
- Instiller une dose de proportionnelle limitée à 10% du nombre de députés.
- Réduire le nombre de députés à 300 ou 350 et de sénateurs à 200 ou 250, le nombre de ministres à 20 et les secrétaires d'état à 10 (mais qui ne siègent pas au conseil des ministres).
- Fin de tous les régimes spéciaux ( retraite, impôts, avantages de toutes sortes, de tous les élus députés, sénateurs, députés européens et intégration immédiate dans les régimes généraux avec interdiction de légiférer sur leur propres cas
- Abrogation des dotations spéciales aux députés et sénateurs, pour financement discrétionnaires des collectivités locales associations...
- Fin du forfait de dépenses pour les élus des 2 Chambres et mise en place d'un système de notes de frais avec justificatifs. Suppression des budgets de subventions discrétionnaires.

## 3/ Europe :

- Fédéralisme:: un président doté de vrais pouvoirs, élu par le parlement européen sur proposition des chefs d'états et de gouvernements, secondé par un ministre des affaires étrangères, un ministre des finances et des grands projets et un autre de la recherche et du développement (définition et application d' une grande politique de l'enseignement supérieur et de la recherche avec implication de l'industrie

pour les financements)

- Création d'une citoyenneté européenne, limitée à l'espace Shengen, sur une base du volontariat individuel, avec passeport et droit de vote dans tous les pays de la communauté.
- Défense: un ministre avec un budget partiellement commun et une mutualisation de certaines ressources (hors nucléaire) pour les interventions extérieures
- Commerce extérieur : négociations bilatérales (Brésil, Russie, Inde, Chine... et quelques autres) de règles de réciprocité à négocier avec fermeté.
- Administration: limitation des réglementations absurdes qui paralysent et au final coûtent une fortune. Réduction du nombre des fonctionnaires et abandon de la défiscalisation de leur revenus
- Harmonisation sur 10 ans des politiques fiscales (IR, IS, TVA...)

#### 4/ Retraites:

- allongement de l'âge de la retraite jusqu'à 67 ans et ce pour tous les régimes ou pour ceux qui ont travaillé jeunes un minimum de 180 trimestres de cotisation (échelonnement d'application à définir)
- principe d'égalité avec harmonisation des tous les régimes, y compris privé/public

#### 5/ Droit et code du travail :

- Temps de travail: abrogation des 35 h, avec max 44h en conformité avec législation européenne, négociable par branche voire par société au niveau du temps réel et des salaires correspondants. Pour la fonction publique, 39h avec augmentation de salaire limitée à 2H.
- Contrat de travail : refonte complète et simplification en seul contrat (suppression du CDI et du CDD)
- Syndicats : refonte des financements des syndicats afin de retrouver

une plus juste et plus large représentativité et privilégier un vrai dialogue social réformiste

- Chômage: droit à l'indemnisation chômage assorti d'une obligation de suivre une formation déterminée en accord avec besoins du chômeur et du marché de l'emploi.
- Formation professionnelle: Inclure dans le code du travail un droit à des formations en cours de carrière pour favoriser la mobilité et surtout redéfinir la destination des budget de formation.

## 6/ Fiscalité:

- remise à plat pour une diminution générale , une meilleure répartition en évitant le confiscatoire .
- Suppression de l' ISF
- Niches fiscales: Suppression de la plupart des niches - Une niche lorsqu'elle est créée doit l'être pour une durée déterminée.
- Harmonisation et fin des régimes spéciaux pour les députés, les sénateurs, les diplomates, les élus européens ainsi que tous les employés des communautés européennes, les journalistes...

## 7/ Justice: (sur ce sujet je suis faible car incompetent)

grands principes à définir

## 8/ Economie:

- choisir 2 ou 3 filières économiques stratégiques ( économie verte?, les nano technologies?, ...) en visant des produits à forte valeur ajoutée afin d'éviter la concurrence des pays émergents et y concentrer toutes les ressources financières , humaines, scientifiques , universitaires.
- agriculture et agro-alimentaire: remembrement d'exploitation, création d'une filière bois, ...

**9/ Education** avec un objectif ultime : tout le monde sait lire à l'entrée en 6ème et écrire bien entendu sans fautes d'orthographe

- Les filières post bac en accord avec les filières économiques et industrielles stratégiques sélectionnées.
- Une politique de la recherche en partenariat avec l'industrie. Une politique de l'apprentissage obligatoire à la sortie de l'école et limitée aux secteurs d'activité en déficit de main d'œuvre

**Gérard CARDINET - Avril 2013**